

Sefcovic grossit les rangs des candidats à la succession de Juncker

Union européenne Le Slovaque, vice-président de la Commission, ambitionne d'être la tête de liste des socialistes européens. Quatre Verts se lancent.

Près de dix ans après y être entré, le Slovaque Maros Sefcovic n'est pas las d'être membre de la Commission européenne. Le vice-président (en charge de l'Énergie) de la *Team Juncker* ambitionne même d'y rester cinq ans de plus, au poste de président, cette fois. M. Sefcovic, 52 ans, avait laissé entendre en juin sa volonté d'être le *Spitzenkandidat* des socialistes européens, soit leur tête de liste (virtuelle) pour les élections européennes de 2019 et leur prétendant à la présidence de la Commission. Fort du soutien de neuf partis nationaux de la famille socialiste, le Slovaque s'est officiellement déclaré, lundi matin, au Parlement européen.

Avec le respect qu'on lui doit, M. Sefcovic ne répond a priori pas au profil du leader charismatique capable de sortir la social-démocratie de l'ornière dans laquelle elle se trouve presque partout dans l'Union. Pour l'heure, il est le seul de son camp à avoir fait acte de candidature. Le Néerlandais Frans Timmermans, premier vice-président de la Commission, est toujours en train d'évaluer ses chances, tout comme le Français Pierre Moscovici, commissaire aux Affaires économiques, qui a le désavantage d'être snobé par son propre parti. L'Italienne Federica Mogherini, cheffe de la diplomatie européenne, a fait savoir qu'elle passerait son tour. L'appel à candidature sera clos le 18 octobre, et le choix arrêté en novembre.

Les populistes et anti-européens ne présenteront pas de candidat unique, mais entendent imprimer leur marque sur la campagne électorale de 2019.

Un candidat ou un groupe de candidats ?

Le Parti socialiste européen présentera, en principe, un candidat unique pour la présidence de la Commission. Mais Udo Bullmann, chef des socialistes et démocrates au Parlement européen n'écarterait pas la possibilité de former un *pool* de candidats. "*La décision revient aux partis membres*", a précisé l'Allemand. Les libéraux et démocrates (ALDE) semblent privilégier cette option. Guy Verhofstadt, leur leader au Parlement européen, a déclaré la semaine dernière que le principe de *Spitzenkandidat* n'avait pas de sens en l'absence de listes transnationales. Son entourage laisse entendre que l'ALDE pourrait se prononcer, non sur un nom, mais sur une équipe de candidats potentiels. Si le Belge, champion des libéraux en 2014, a viré sa cuti, c'est notamment parce qu'il a annoncé (prématurément) le rapprochement de l'ALDE avec le président français Macron. Or ce dernier est opposé au système de *Spitzenkandidaten* qui le désavantage, puisqu'il n'est affilié à aucun parti politique européen.

Dans les autres partis, "les candidats à la candidature" se déclarent peu à peu. Du côté du Parti populaire européen (PPE, conservateurs) l'eurodéputé allemand Manfred Weber est déjà sorti du bois. L'ancien Premier ministre finlandais Alexander Stubb dira dans deux ou trois semaines s'il lui fera concurrence. Souvent cité, le Français Michel Barnier, occupé à négocier le Brexit pour l'UE, se tait dans toutes les langues. Les Verts ont indiqué les noms des quatre candidats pour les deux places du tandem mixte qu'ils présenteront : l'eurodéputée allemande Ska Keller, déjà candidate en 2014; son collègue néerlandais Bas Eickhout, le Bulgare Atanas Schmidt et la sénatrice belge Petra de Sutter.

Les anti-européens et populistes ne présenteront pas de candidat unique. Mais comme l'a exprimé le ministre italien de l'Intérieur et leader du parti d'extrême droite Lega, Matteo Salvini, ils ont la ferme intention de peser sur la campagne.